

Audience publique du 16 octobre 2019

Recours formé par Monsieur ..., ...
en présence du ministre de la Mobilité et des Travaux publics
en matière de relevé de forclusion

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 43614 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 2 octobre 2019 par Maître Kalthoum BOUGHALMI, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Portugal), demeurant à L-..., tendant au relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai de trois mois imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la décision du ministre de la Mobilité et des Travaux publics du 5 juin 2019 portant retrait de son permis de conduire ;

Vu la convocation du 3 octobre 2019 des mandataires des parties en chambre du conseil en date du mercredi 9 octobre 2019, à 10 heures ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Kalthoum BOUGHALMI et Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT en leurs plaidoiries respectives en la chambre du conseil en date du 9 octobre 2019.

Par décision du 5 juin 2019, le ministre de la Mobilité et des Travaux publics, ci-après dénommé « le ministre », informa Monsieur ... du retrait de son permis de conduire.

Le 2 octobre 2019, Monsieur ... a fait déposer une requête tendant au relevé de la déchéance de son droit d'agir en justice résultant de l'expiration du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la prédite décision du ministre du 5 juin 2019.

A l'appui de sa demande, il expose ne pas disposer des fonds nécessaires pour payer un avocat afin d'introduire un recours contentieux contre la décision ministérielle litigieuse du 5 juin 2019 et d'avoir introduit le 31 juillet 2019 une demande d'assistance judiciaire. Dans la mesure où l'assistance judiciaire ne lui aurait été accordée qu'en date du 24 septembre 2019, le délai du recours contentieux de trois mois aurait déjà expiré, sans faute de sa part. Ainsi, il estime s'être trouvé dans l'impossibilité absolue d'agir endéans le délai lui imparti, de sorte qu'il y aurait lieu de faire droit à sa demande en relevé de forclusion.

Le représentant étatique conclut au rejet de la demande en relevé de la déchéance en soulignant que la décision ministérielle aurait été régulièrement notifiée au demandeur le 2

juillet 2019, de sorte qu'au moment de la réception de la décision d'octroi de l'assistance judiciaire, ainsi qu'au moment de l'introduction du recours sous examen, le délai contentieux n'aurait pas encore expiré.

La requête en relevé de déchéance, non autrement critiquée quant à la forme et au délai, est recevable.

La loi modifiée du 22 décembre 1986 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice, ci-après désignée par « la loi du 22 décembre 1986 », dispose en son article 1^{er} que « *si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir* ».

Ainsi, l'article 1^{er} de la loi du 22 décembre 1986 prévoit deux cas d'ouverture pouvant donner lieu au relevé de déchéance introduit chacun par le mot « *si* ». Force est de constater que le texte légal ne subordonne que le premier cas d'ouverture, à savoir celui où la personne concernée n'a pas eu en temps utile connaissance de l'acte qui a fait courir le délai, à la condition d'une absence de faute de la part du demandeur en relevé de déchéance, alors que pour le deuxième cas d'ouverture, relatif à l'impossibilité d'agir, pareille condition n'est pas requise¹. Les deux cas d'ouverture sont cependant subordonnés à la condition que le délai pour agir en justice soit écoulé.

Il est constant en cause, pour n'être contesté par aucune des parties à l'instance et pour ressortir expressément du procès-verbal de notification de l'exécution d'une interdiction de conduire du 2 juillet 2019, que le demandeur s'est vu notifier à cette date, soit le 2 juillet 2019, la décision ministérielle litigieuse du 5 juin 2019.

Le délai du recours contentieux de trois mois pour agir contre ladite décision du 5 juin 2019, conformément à l'article 2, paragraphe (1), de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, n'a partant expiré que le 2 octobre 2019, soit le jour où le demandeur a introduit le recours sous examen.

Ainsi, le recours sous analyse du demandeur, sollicitant d'être relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai imparti pour introduire un recours contre la décision litigieuse du 5 juin 2019 est à rejeter, étant donné qu'au jour de l'introduction du présent recours, le délai pour agir en cause n'était pas encore venu à expiration, le demandeur ayant pu valablement introduire un recours gracieux, respectivement contentieux.

A cela s'ajoute qu'à travers la notification, en date du 2 juillet 2019, de la décision litigieuse, le demandeur ne rentre pas dans le premier cas de figure de l'article 1^{er} de la loi du 22 décembre 1986 permettant d'obtenir un relevé de déchéance, étant donné qu'il a eu connaissance, dès le départ du délai, de l'acte qui l'a fait courir.

¹ cf. trib. adm. 2 octobre 2000, n° 12174 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Procédure contentieuse, n° 281 et les autres références y citées, ainsi que trib. adm. 9 octobre 2006, n° 21198 du rôle, Pas. adm. 2018, n° 295 du rôle et l'autre référence y citée.

S'agissant du deuxième cas d'ouverture pouvant donner lieu au relevé de déchéance, à savoir l'hypothèse dans laquelle, bien que le demandeur ait eu connaissance de l'acte en question, il était dans l'impossibilité d'agir, Monsieur ... se prévaut du fait qu'il ne disposerait pas des moyens financiers pour avoir recours à l'assistance d'un avocat et qu'il ne se serait vu accorder l'assistance judiciaire que le 24 septembre 2019, date à laquelle le délai du recours contentieux de trois mois aurait déjà expiré.

Cette argumentation est également à rejeter, dans la mesure où, tel que retenu ci-avant, la décision litigieuse du 5 juin 2019 a été notifiée au demandeur le 2 juillet 2019 et que la décision d'octroi de l'assistance judiciaire lui a été communiquée le 24 septembre 2019, soit un peu plus d'une semaine avant l'expiration du délai contentieux. Même si un délai d'une semaine peut paraître relativement court, cette circonstance est à imputer exclusivement au comportement du demandeur, étant donné qu'il ressort des documents soumis à l'analyse du tribunal et plus particulièrement du formulaire d'assistance judiciaire de Monsieur ... que celui-ci, bien que daté au 31 juillet 2019, n'a été soumis au bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg qu'en date du 5 septembre 2019 et encore de manière incomplète, le dossier complet n'ayant été introduit que le vendredi 20 septembre 2019 et la décision d'octroi de l'assistance judiciaire datant du mardi 24 septembre 2019.

Il suit partant de l'ensemble des éléments qui précèdent que la requête en relevé de forclusion n'est pas fondée.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement et sans recours ;

reçoit la demande en relevé de forclusion en la forme ;

au fond, la dit non justifiée et la rejette ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 16 octobre 2019 par :

Thessy Kuborn, vice-président,
Paul Nourissier, premier juge,
Stéphanie Lommel, juge,

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 18 octobre 2019
Le greffier du tribunal administratif